





INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Décembre 2001 - janvier 2002

FAITS SAILLANTS

-  **En octobre, la production reprend une partie du terrain perdu, mais elle est inférieure à la moyenne enregistrée au troisième trimestre.**
-  **Le nombre d'emplois diminue en décembre et le taux de chômage grimpe à 8,0 %, soit le taux le plus élevé depuis avril 1999.**
-  **Par contre, les dépenses de consommation avec, en tête, les ventes d'automobiles et les activités du secteur du logement, se redressent après avoir reculé en septembre.**
-  **Dans le but de stimuler l'économie, la Banque du Canada réduit, une fois de plus, son taux directeur, ce qui pousse les banques commerciales à baisser leur taux préférentiel, celui-ci passant à 3,75 %. Il s'agit du plus faible taux de l'histoire.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis			
		le mois dernier	l'an dernier		
PIB réel (En \$ 1997, milliards)	932,1	0,3	-0,6	Oct.	
Biens	291,9	0,2	-4,9	Oct.	
Services	640,2	0,3	1,5	Oct.	
Indice composite	166,2	-0,1	-0,7	Nov.	
Emplois (En milliers)	15 091	-0,1	0,2	Déc.	
Temps plein	12 337	-0,1	-0,2	Déc.	
Temps partiel	2 754	-0,2	1,7	Déc.	
Chômage (En %)	8,0	7,5	6,8	Déc.	
Jeunes*	14,0	13,7	12,5	Déc.	
Adultes*	6,9	6,3	5,7	Déc.	
Inflation mesurée par l'IPC*	0,7	1,9	3,2	Nov.	
Ventes au détail (En M\$)	24 207	1,7	3,7	Oct.	
Mises en chantier (En milliers)	175,5	4,0	14,9	Déc.	
Balance commerciale* (En M\$)	4 177	4 310	5 700	Oct.	
Exportations	32 373	-1,0	-10,1	Oct.	
Importations	28 196	-0,6	-7,0	Oct.	
M&M	8 638	-0,6	-16,5	Oct.	
Papier comm. à trois mois* (En %)	2,06	2,17	5,71	2 janv.	
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,70	5,59	5,56	2 janv.	
Dollar canadien* (En cents US)	62,66	63,58	66,69	4 janv.	

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Décembre 2001 - janvier 2002

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 11 janvier 2002. Il a été préparé par Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Arif Mahmud et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou par Internet à rostami.hossein@ic.gc.ca



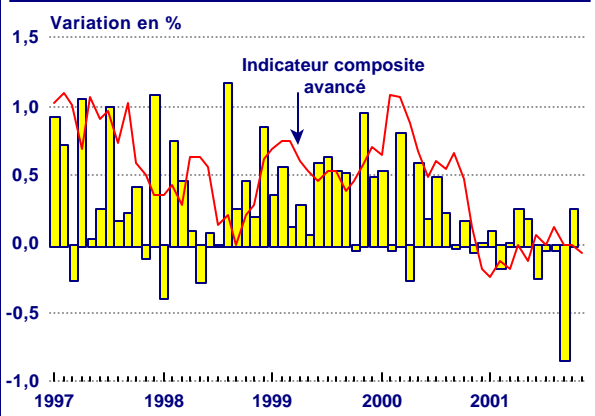
En octobre, la production reprend une partie du terrain perdu...

- Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,3 % en octobre, ce qui a permis de combler, en partie, la baisse de 0,8 % enregistrée en septembre. Le niveau enregistré en octobre est inférieur de 0,3 % à la production moyenne du troisième trimestre, qui avait fléchi de 1,6 % (taux annuel) par rapport au trimestre précédent.

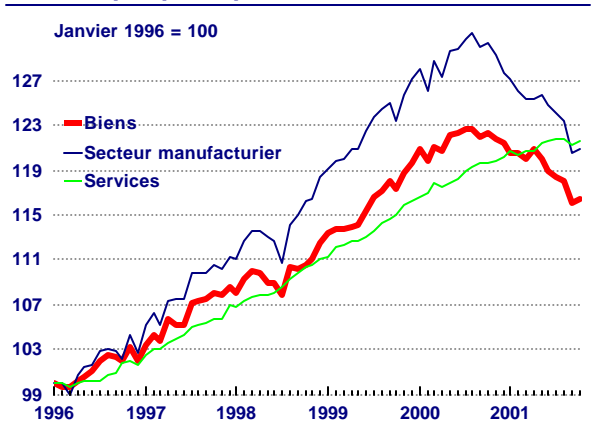
...des gains étant observés dans les industries de biens et de services

- La production du secteur des services a augmenté de 0,3 % en octobre, après s'être repliée de 0,4 % en septembre. La diminution du nombre d'annulations de réservations de chambres d'hôtel a favorisé une reprise dans l'industrie de l'hébergement. Le transport aérien a vu sa production croître de 2,0 % en octobre. Il s'agit d'une faible augmentation comparativement à la diminution de 19,9 % connue en septembre. La réduction du nombre de vols, qui s'est amorcée en septembre, s'est poursuivie en octobre. Par contre, le commerce de détail a fait une forte remontée, grâce aux ventes de véhicules automobiles, qui ont été alimentées par de généreuses promotions. Les ventes de gros de produits automobiles et de matériel informatique en octobre sont principalement à l'origine du recul enregistré dans le commerce de gros.
- Dans le secteur des biens, la production a progressé de 0,2 % en octobre, après avoir diminué de 1,7 % en septembre. Ainsi, la production du secteur manufacturier s'est légèrement améliorée, la hausse des exportations de pâtes faisant croître sensiblement la production de l'industrie du papier. En octobre, la fabrication de véhicules automobiles s'est remise, en partie, de la pénurie de pièces causée par les retards à la frontière en septembre. Par contre, l'exploitation minière et l'extraction de pétrole et de gaz ont encore fléchi en octobre en raison de la baisse des prix du pétrole et du gaz, qui a nui aux activités d'exploration. D'autre part, l'activité s'est intensifiée dans la construction, les acheteurs de logements étant plus nombreux à cause des taux d'intérêt qui ont atteint des creux historiques.

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur



PIB réel aux prix de base (En \$ 1997)

Octobre 2001	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	932 121	2 348	0,3	-0,6
Secteur des entreprises	787 637	1 978	0,3	-1,0
Biens	291 896	657	0,2	-4,9
Agri., forest, pêche, chasse*	20 531	-227	-1,1	-7,1
Extraction - mines, pétrole, gaz	35 832	-407	-1,1	-1,4
Services publics	27 157	585	2,2	-3,8
Construction	49 738	364	0,7	1,5
Fabrication	158 638	342	0,2	-7,4
Services	640 225	1 691	0,3	1,5
Commerce de gros	55 273	-273	-0,5	-1,0
Commerce de détail	51 276	1 140	2,3	2,0
Transport et entreposage	42 504	-23	-0,1	-5,2
Information et culture	44 448	5	0,0	8,3
FASI**	183 837	309	0,2	2,7
Serv. professionnels***	39 977	-316	-0,8	-0,7
Admin. et gestion des déchets	20 361	85	0,4	2,7
Enseignement	43 271	-81	-0,2	0,3
Soins de santé et assist. sociale	53 775	193	0,4	1,3
Arts, spectacles et loisirs	8 828	51	0,6	1,9
Hébergement et restauration	22 056	396	1,8	-2,5
Autres	20 977	-46	-0,2	2,4
Administrations publiques	53 642	251	0,5	4,4

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques



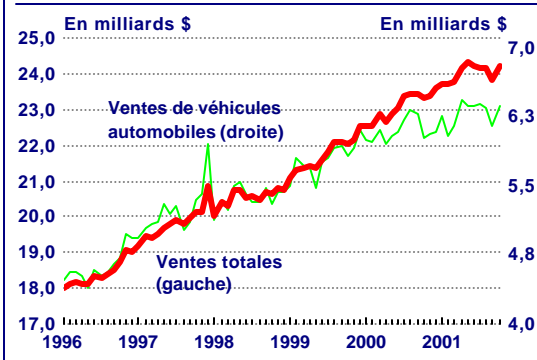
Au troisième trimestre, les dépenses de consommation sont faibles...

- Au troisième trimestre, les dépenses de consommation se sont repliées de 0,3 % (taux annuel). Il s'agit de la première diminution depuis 1995.
- Malgré les généreuses promotions des concessionnaires, les ventes d'automobiles ont régressé, et les achats d'autres biens semblent avoir été touchés par les attentats du 11 septembre. Par contre, les dépenses relatives aux services ont augmenté au troisième trimestre, grâce à la forte poussée des dépenses en télécommunications, qui a annulé le recul enregistré aux chapitres du transport aérien et de l'hébergement.

...mais elles montrent des signes de reprise

- Après une baisse marquée en septembre, les ventes au détail, en particulier les ventes d'automobiles, se sont redressées en octobre. De plus, les ventes de véhicules automobiles ont fortement progressé en novembre et décembre (données non officielles), ce qui laisse supposer une nette amélioration pour le quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires moyen des grands magasins, y compris celui des concessions, enregistré en octobre et novembre, était supérieur à celui du troisième trimestre.
- Le redressement du revenu personnel disponible au troisième trimestre est de bon augure pour les dépenses de consommation. Dans l'ensemble, ces indicateurs tendent vers une reprise des dépenses de consommation au quatrième trimestre.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



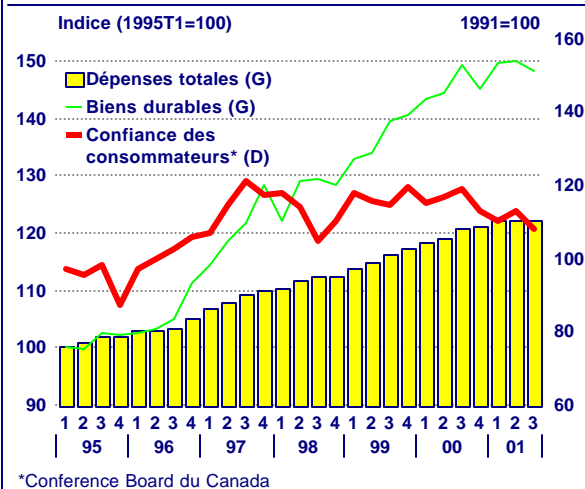
Ventes au détail et crédit à la consommation

	Variation en % depuis		
	Octobre 2001	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	24 207	1,7	3,7
Alimentation	5 409	0,1	4,3
Pharmacies	1 223	1,0	6,9
Vêtements	1 341	3,5	3,5
Meubles	1 370	1,5	6,8
Automobiles	9 557	1,8	3,1
Magasins de march. diverses	2 714	3,5	2,3
Tous les autres magasins	2 593	1,9	2,9
Total excluant véhicules automobiles	17 849	1,1	2,9
Crédit à la consommation	205	0,0	5,7

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		2001 T2	2001 T3
	1999	2000		
Consommation réelle (En \$ 1997)	546 451	566 229	578 210	577 763
Variation en %	3,4	3,6	0,6	-0,3
Biens durables	76 956	81 882	84 364	83 342
Variation en %	7,5	6,4	1,2	-4,8
Biens semi-durables	48 212	50 476	52 641	51 944
Variation en %	3,0	4,7	5,3	-5,2
Biens non durables	128 133	130 347	131 488	131 217
Variation en %	2,0	1,7	-1,2	-0,8
Services	293 192	303 674	310 018	311 479
Variation en %	3,1	3,6	0,6	1,9
Revenu disponible	597 710	631 023	651 452	657 040
Variation en %	5,0	5,6	-1,0	3,5
Taux d'épargne (En %)	4,2	3,9	2,6	3,3
Ratio d'endettement (En %)	96,1	94,4	95,3	95,6

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



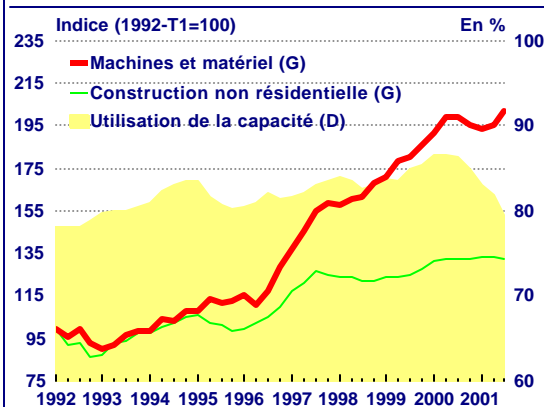
Au troisième trimestre, les investissements des entreprises poursuivent leur ascension, grâce à certains facteurs...

- Dans le sillage de la solide croissance enregistrée au deuxième trimestre, les investissements des entreprises dans les M&M ont augmenté de près de 13,0 % (taux annuel) au troisième trimestre. Le bond enregistré dans le matériel de transport, attribuable à l'importation d'un engin de forage flottant en Nouvelle-Écosse, est intervenu pour la presque totalité de l'avance. Toutefois, les investissements des entreprises dans les M&M ont diminué de 13,3 %, hormis ceux dans les véhicules non automobiles.
- Au troisième trimestre, l'activité a considérablement ralenti dans la construction non résidentielle, après trois trimestres consécutifs de croissance. Le déclin est, en grande partie, le résultat d'une baisse marquée dans la composante des travaux de génie.

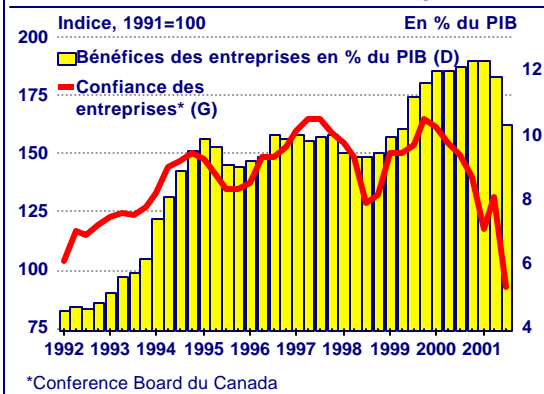
...mais les conditions sous-jacentes laissent présager une faiblesse prochaine

- Les perspectives à court terme relatives aux dépenses d'investissement ne sont pas encourageantes. En effet, les bénéfices d'exploitation des entreprises des industries non financières ont reculé pour un troisième trimestre de suite, se situant à un creux inégalé depuis deux ans. De plus, le taux d'utilisation de la capacité a fléchi pour un cinquième trimestre d'affilée.
- En octobre, les importations de M&M se sont repliées, mais moins qu'en septembre. Les données mensuelles sur le PIB montrent un ralentissement de l'activité dans la construction non résidentielle en octobre, pour un deuxième mois de suite.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1999	2000	2000 T4	2001 T1	2001 T2	2001 T3
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	80 703	88 550	88 135	87 048	88 200	90 900
Variation en %	10,5	9,7	-7,0	-4,8	5,4	12,8
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	44 873	47 274	47 566	47 704	47 859	47 241
Variation en %	1,8	5,3	2,7	1,2	1,3	-5,1
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	84,4	86,1	85,0	83,0	81,9	79,4
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	85,6	86,3	84,8	81,5	80,0	77,4
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	168 323	197 733	192 832	173 880	175 552	150 328
Variation en %	20,3	17,5	-9,6	-33,9	3,9	-46,2
Bénéfices - Industries non financières	118 153	139 248	139 252	134 772	129 000	113 912
Variation en %	27,0	17,9	-5,1	-12,3	-16,1	-39,2
Bénéfices - Industries financières	50 169	58 488	53 584	39 108	46 552	36 416
Variation en %	6,8	16,6	-19,9	-71,6	100,8	-62,6
Crédit aux entreprises	736 456	788 083	808 245	813 711	813 888	827 810
Variation en %	5,8	7,0	7,3	2,7	0,1	7,0



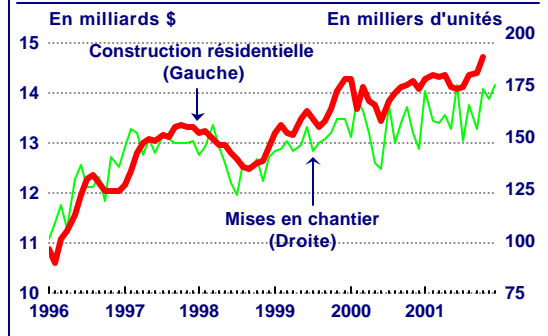
Au troisième trimestre, le secteur de l'habitation reprend de la vigueur...

- Au troisième trimestre, les investissements des entreprises dans la construction résidentielle ont augmenté pour un cinquième trimestre de suite. Cette fois, la hausse est de 4,2 % (taux annuel).
- Des augmentations ont été observées dans la construction de logements, les travaux de rénovation et les ventes de logements existants. Ces gains sont attribuables à la faiblesse des taux d'intérêt et à la hausse du revenu disponible.

...et reste robuste au quatrième trimestre

- Après un recul à la suite des attentats de septembre, l'activité a repris dans le secteur de l'habitation. Par exemple, le nombre moyen de mises en chantier au quatrième trimestre était plus élevé que celui du troisième trimestre. La même situation a été constatée dans le domaine des ventes de logements existants. La construction résidentielle a fortement progressé en octobre, les acheteurs profitant de taux d'intérêt qui se situent à des creux historiques.
- Les permis de bâtir ont fait un bond de 6,6 % en novembre, après avoir augmenté de 1,7 % en octobre, ce qui laisse présager, à court terme, le maintien de la vigueur du secteur du logement.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1997, en M; prix de base)	14 748	2,3%	3,9%
Permis de construction, en M\$ (2)	2 006	6,6%	18,4%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	24 919	1 995	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	175 500	6 700	22 800
Terre-Neuve	1 800	200	1 000
Île-du-Prince-Édouard	300	-300	-100
Nouvelle-Écosse	4 200	1 300	2 200
Nouveau-Brunswick	3 000	1 200	400
Québec	29 500	8 000	6 400
Ontario	69 800	-1 100	2 700
Manitoba	1 400	-200	100
Saskatchewan	1 800	0	0
Alberta	27 400	-200	3 700
Colombie-Britannique	14 800	-2 200	4 200

1 - Données d'octobre 2 - données de novembre 3- données de décembre

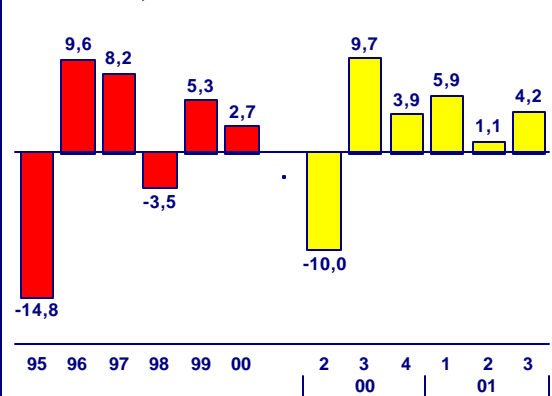
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	1999	2000	2001 T2	2001 T3
Construction par secteur	44 222	45 399	46 734	47 216
Variation en %	5,3	2,7	1,1	4,2
Logements neufs	22 322	22 857	23 529	23 599
Variation en %	7,7	2,4	-1,9	1,2
Travaux de réparation et d'amélioration	15 117	15 809	15 748	15 988
Variation en %	2,0	4,6	-7,1	6,2
Frais de propriété et de transfert	6 705	6 976	7 628	7 824
Variation en %	0,7	4,0	31,7	10,7
Construction résidentielle	44 466	45 643	46 948	47 454
Variation en %	5,3	2,6	1,1	4,4

Croissance de la construction résidentielle réelle, (secteur des entreprises)

Variation en %, TAD





Commerce et compétitivité

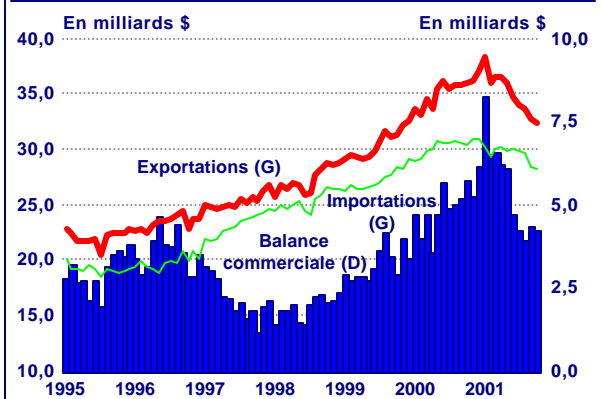
Les importations et les exportations diminuent en octobre...

- En octobre, les exportations ont régressé pour un septième mois d'affilée, cette fois de 1,0 %. Elles ont donc atteint leur plus bas niveau depuis novembre 1999. Des reculs ont été notés dans quatre grandes catégories sur sept, notamment celles des produits automobiles, des biens et matériaux industriels, des produits de l'agriculture et des produits de la pêche. Les machines et matériel sont les principaux responsables de la croissance des exportations, car la hausse de la demande, jumelée au retard des livraisons de septembre, a fait grimper les exportations d'aéronefs de 49,4 % en octobre, celles-ci atteignant un sommet de 1,7 milliard de dollars.
- Les importations ont reculé de 0,6 %, d'un mois à l'autre, la forte diminution des importations de produits énergétiques ayant annulé la faible hausse des importations de produits de l'agriculture et de la pêche ainsi que de biens et matériaux industriels.

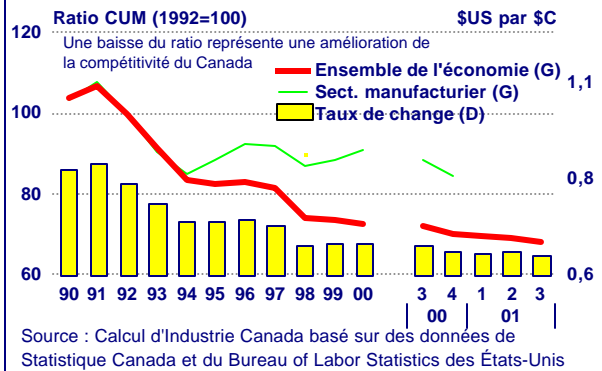
...ce qui accentue encore une fois le repli de l'excédent commercial

- En octobre, l'excédent du Canada au chapitre du commerce des marchandises s'est replié pour passer à 4,2 milliards de dollars. L'excédent cumulatif pour les dix premiers mois de l'année se situe à 54,8 milliards de dollars, soit 6,9 milliards de plus que l'an dernier.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Octobre 2001	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Sept. 2001	Oct. 2001	Janv.-oct. 2000	Janv.-oct. 2001	Sept.-oct. 2001	Sept.-oct. 2001	Oct. 2000-oct. 2001	
Exportations	32 687	32 373	349 230	350 421	-314	-1,0	-10,1	
vers les États-Unis	27 925	27 466	296 565	298 972	-459	-1,6	-11,0	
Importations	28 376	28 196	301 330	295 641	-180	-0,6	-7,0	
en provenance des États-Unis	20 401	20 275	222 574	215 193	-126	-0,6	-9,0	
Balance commerciale	4 310	4 177	47 900	54 780	-133			
avec les États-Unis	7 524	7 191	73 991	83 779	-333			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 698	2 634	22 715	25 631	-64	-2,4	17,8	
Produits énergétiques	3 489	3 506	41 557	50 728	17	0,5	-25,1	
Produits de la forêt	3 099	3 123	35 031	32 642	24	0,8	-9,0	
Biens et matériaux industriels	5 670	5 363	54 916	55 360	-307	-5,4	-3,8	
Machines et matériel	7 655	7 885	88 138	83 172	230	3,0	-15,2	
Produits automobiles	7 584	7 422	82 218	77 284	-162	-2,1	-9,9	
Autres biens de consommation	1 321	1 286	12 201	13 174	-35	-2,6	0,9	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 721	1 757	15 379	16 929	36	2,1	9,3	
Produits énergétiques	1 439	1 212	14 383	15 631	-227	-15,8	-12,8	
Produits de la forêt	238	234	2 545	2 422	-4	-1,7	-7,5	
Biens et matériaux industriels	5 599	5 645	58 457	57 752	46	0,8	-1,9	
Machines et équipement	8 688	8 638	101 461	95 488	-50	-0,6	-16,5	
Produits automobiles	5 995	6 015	65 255	60 611	20	0,3	-5,8	
Autres biens de consommation	3 598	3 574	33 073	35 689	-24	-0,7	2,8	



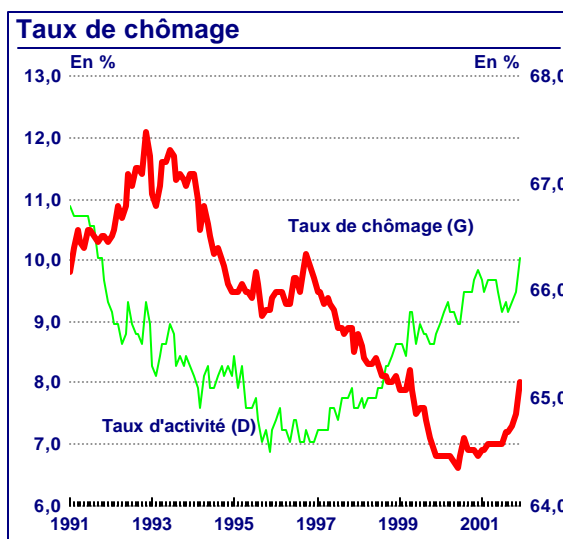
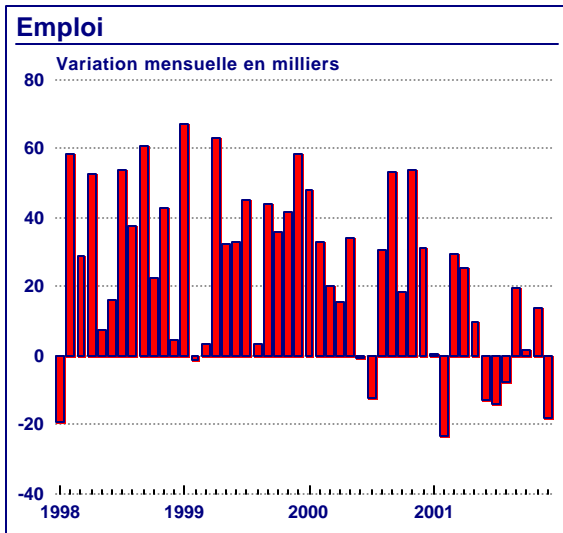
Emploi et chômage

En décembre, la situation de l'emploi s'affaiblit encore une fois...

- En décembre, la baisse d'environ 18 000 emplois, la plus forte en 10 mois, a annulé les gains observés aux deux mois précédents. Pour un troisième mois de suite, les emplois perdus en décembre sont surtout des emplois à temps plein (-11 000). En conséquence, le nombre total d'heures travaillées dans toutes les industries a fléchi de 1,1 % au quatrième trimestre, ce qui laisse supposer un recul de la production pour ce trimestre.
- Après une importante remontée en 2000 (325 000 emplois de plus), on ne compte que 25 000 emplois de plus pour 2001. Tous les gains sont des emplois à temps partiel (+45 000), alors que les emplois à temps plein sont en baisse (-20 000).

...et le taux de chômage fait un bond, passant à 8 %

- Une hausse marquée de la population active, jumelée à une diminution de l'emploi, a fait grimper de 0,5 point de pourcentage le taux de chômage, celui-ci s'établissant à 8,0 % en décembre, soit son niveau le plus élevé depuis avril 1999. Cette remontée imprévue du taux de participation a renversé la tendance à la baisse observée durant les mois précédents.
- En 2001, il y avait 44 000 emplois de moins pour les jeunes (-1,9 %) par opposition à 95 000 emplois de plus (+4,2 %) un an auparavant. Chez les adultes, le nombre d'emplois a augmenté en 2001 (+68 000), mais le taux de chômage a progressé de 1,2 point de pourcentage, se fixant à 6,9 %, en raison de la croissance de la population active.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Déc. 2000	Nov. 2001	Déc. 2001	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 066,7	15 109,3	15 091,4	-17,9	24,7	24,7	-0,1	0,2
Temps plein	12 357,5	12 348,3	12 337,1	-11,2	-20,4	-20,4	-0,1	-0,2
Temps partiel	2 709,2	2 761,0	2 754,3	-6,7	45,1	45,1	-0,2	1,7
Jeunes 15-24	2 344,4	2 305,8	2 300,9	-4,9	-43,5	-43,5	-0,2	-1,9
Adultes 25+	12 722,3	12 803,5	12 790,5	-13,0	68,2	68,2	-0,1	0,5
Travailleurs indépendants	2 363,8	2 314,8	2 281,2	-33,6	-82,6	-82,6	-1,5	-3,5
Chômage	1 103,3	1 232,1	1 318,4	86,3	215,1	215,1	7,0	19,5
Taux de chômage	6,8	7,5	8,0	0,5	1,2	1,2		
Jeunes 15-24	12,5	13,7	14,0	0,3	1,5	1,5		
Adultes 25+	5,7	6,3	6,9	0,6	1,2	1,2		
Population active	16 170,0	16 341,4	16 409,8	68,4	239,8	239,8	0,4	1,5
Taux d'activité	66,2	66,0	66,3	0,3	0,1	0,1		
Taux d'emploi	61,7	61,1	60,9	-0,2	-0,8	-0,8		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

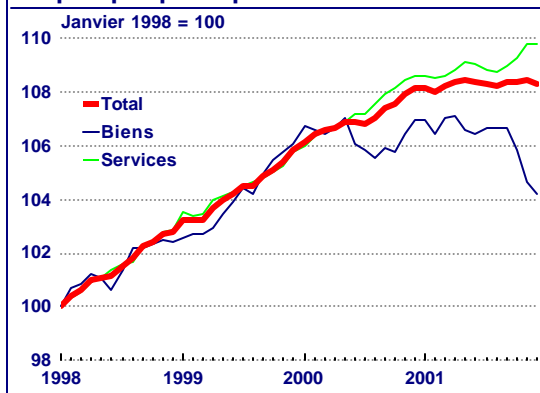
La situation de l'emploi continue de se dégrader dans le secteur des biens...

- En décembre, le nombre d'emplois a diminué pour un troisième mois consécutif dans le secteur des biens. Cette fois, la baisse représente 16 000 emplois. Tous les grands groupes industriels, sauf la construction, ont réduit leurs effectifs. Pour toute l'année, le ralentissement général de l'économie a surtout touché le secteur manufacturier, qui a supprimé 111 000 emplois, soit le recul le plus important depuis 1991. Les pertes d'emplois ont été concentrées dans les industries des ordinateurs et des produits électroniques (-40 000). L'industrie de l'agriculture a perdu 35 000 emplois en 2001, poursuivant ainsi sa trajectoire descendante amorcée au début de 1999.

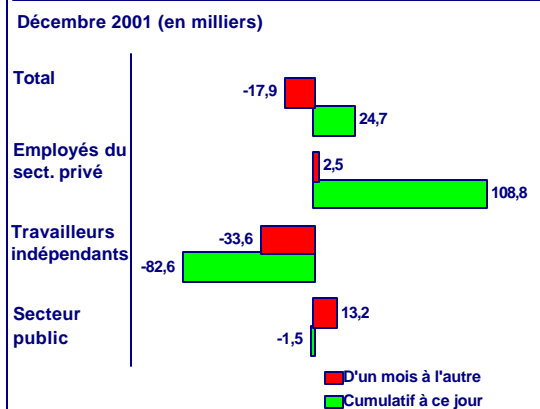
...et un ralentissement est noté dans les industries de services

- En décembre, les industries de services ont supprimé 2 000 emplois, après avoir augmenté leurs effectifs aux trois mois précédents. Les plus graves pertes ont été subies par le commerce (-16 000) ainsi que les services professionnels et scientifiques (-15 000). Par contre, de décembre 2000 à décembre 2001, les industries de services ont créé 123 000 emplois, et la majeure partie de ces gains est attribuable au commerce, aux soins de santé et à l'assistance sociale. Pour sa part, l'industrie du transport a subi la plus forte baisse en glissement annuel (-42 000).
- Après avoir remporté des gains importants à la fin des années 90, l'emploi autonome a subi une baisse en 2001 (-83 000) pour une deuxième année de suite.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Déc. 2000	Nov. 2001	Déc. 2001	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 890,4	3 808,1	3 792,4	-15,7	-98,0	-98,0	-0,4	-2,5
Agriculture	347,5	323,1	312,8	-10,3	-34,7	-34,7	-3,2	-10,0
Ressources naturelles*	277,8	291,6	291,1	-0,5	13,3	13,3	-0,2	4,8
Services publics	117,7	122,8	121,7	-1,1	4,0	4,0	-0,9	3,4
Construction	818,8	846,9	848,9	2,0	30,1	30,1	0,2	3,7
Fabrication	2 328,7	2 223,7	2 217,9	-5,8	-110,8	-110,8	-0,3	-4,8
Services	11 176,2	11 301,2	11 299,0	-2,2	122,8	122,8	-0,0	1,1
Commerce	2 354,7	2 446,4	2 430,3	-16,1	75,6	75,6	-0,7	3,2
Transport	787,9	751,0	745,8	-5,2	-42,1	-42,1	-0,7	-5,3
FASI*	882,0	869,2	873,0	3,8	-9,0	-9,0	0,4	-1,0
Services prof./scientifiques	988,7	985,3	969,9	-15,4	-18,8	-18,8	-1,6	-1,9
Administration et gestion	559,2	570,6	569,6	-1,0	10,4	10,4	-0,2	1,9
Enseignement	952,2	974,8	970,9	-3,9	18,7	18,7	-0,4	2,0
Soins de santé/assist. sociale	1 523,9	1 559,1	1 565,2	6,1	41,3	41,3	0,4	2,7
Information, culture, loisirs	700,7	706,0	696,9	-9,1	-3,8	-3,8	-1,3	-0,5
Hébergement et restauration	965,8	977,0	991,4	14,4	25,6	25,6	1,5	2,7
Autres services	698,5	685,6	698,4	12,8	-0,1	-0,1	1,9	-0,0
Administrations publiques	762,5	776,2	787,6	11,4	25,1	25,1	1,5	3,3

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

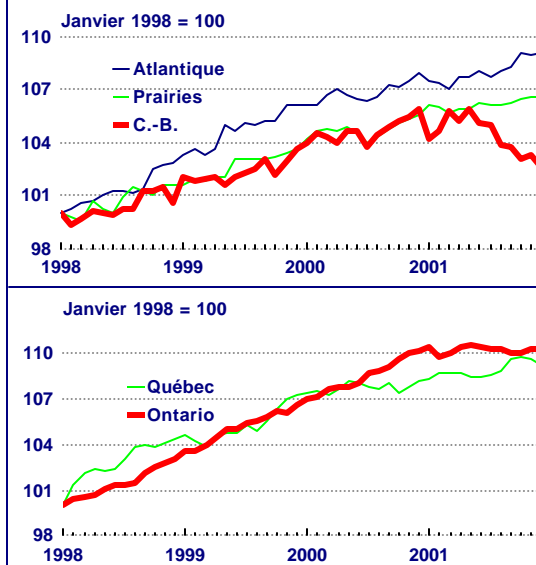
Le récent repli de l'emploi est surtout observé en Colombie-Britannique et au Québec...

- En décembre, le Québec et la Colombie-Britannique ont perdu 11 000 emplois, ce qui représente le plus grand recul chez les provinces. Au Québec, c'est surtout le secteur manufacturier qui a écopé. Toutefois, le Québec (+35 000) et l'Alberta (+31 000) dominent pour ce qui est du nombre de nouveaux emplois enregistrés pour l'année. La situation est différente en Colombie-Britannique, où la récente diminution a porté à 59 000 le nombre total d'emplois perdus en 2001. Bon nombre de ces pertes ont été recensées dans les industries de la foresterie, de l'exploitation forestière et des produits du bois, et cette baisse est principalement attribuable au différend commercial sur le bois d'oeuvre entre le Canada et les États-Unis. L'emploi a diminué pour un quatrième mois de file en Saskatchewan, l'industrie de l'agriculture poursuivant sa descente, ce qui s'est traduit par une perte de plus de 13 000 emplois en 2001.
- Par contre, l'emploi a poursuivi une trajectoire ascendante dans les provinces atlantiques avec, en tête, Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse. En 2001, la région a gagné 11 500 emplois, notamment 10 000 emplois de plus à Terre-Neuve et 2 000 en Nouvelle-Écosse. En Ontario, la situation de l'emploi a peu évolué au cours des deux derniers mois après avoir reculé pendant presque toute l'année. En 2001, le secteur manufacturier a perdu 81 000 emplois à cause de la plus faible demande des États-Unis.

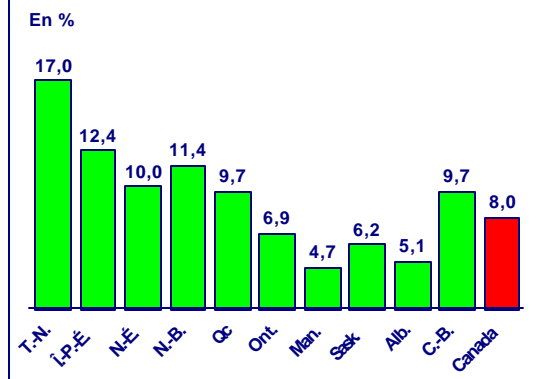
...mais le taux de chômage augmente dans la plupart des provinces

- Le taux de chômage s'est accru de 1,2 point de pourcentage en Colombie-Britannique pour s'établir à 9,7 %, soit le taux le plus élevé depuis 1996. En décembre, une forte avance de la population active a fait progresser de 0,8 point de pourcentage les taux de chômage au Québec (9,7 %), en Nouvelle-Écosse (10,0%) et à Terre-Neuve (17,0 %). Le taux de chômage a glissé au Manitoba pour passer à 4,7 % (le plus faible taux au Canada), en raison d'une hausse de l'emploi et d'une baisse du taux de participation.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Décembre 2001



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Niveaux Décembre 2001	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)		
		Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	15 091,4	-17,9	-0,1	24,7	0,2	8,0	0,5	1,2
Terre-Neuve	214,4	3,5	1,7	9,7	4,7	17,0	0,8	-0,7
Î.-P.-É.	66,3	-0,4	-0,6	1,0	1,5	12,4	0,1	0,5
Nouvelle-Écosse	427,6	-2,8	-0,7	2,2	0,5	10,0	0,8	1,0
Nouveau-Brunswick	336,9	1,0	0,3	-1,4	-0,4	11,4	0,0	1,4
Québec	3 486,8	-10,5	-0,3	35,2	1,0	9,7	0,8	1,7
Ontario	5 970,6	1,1	0,0	10,1	0,2	6,9	0,1	0,9
Manitoba	565,5	1,1	0,2	9,3	1,7	4,7	-0,2	-0,1
Saskatchewan	465,9	-1,5	-0,3	-13,3	-2,8	6,2	0,2	0,9
Alberta	1 644,2	1,4	0,1	30,9	1,9	5,1	0,5	0,3
C.-B.	1 913,3	-10,7	-0,6	-59,0	-3,0	9,7	1,2	2,6



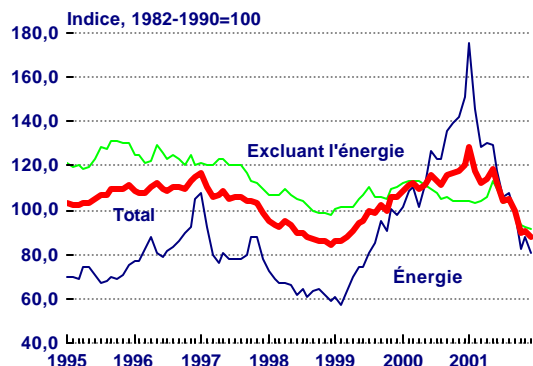
La baisse des prix de l'énergie fait chuter l'inflation...

- En novembre, l'inflation a considérablement ralenti, passant de 1,9 % en octobre à 0,7 % en novembre. Il s'agit de la plus faible hausse à survenir depuis février 1999.
- Les prix de l'énergie ont régressé de 12,5 %, en glissement annuel, soit la plus importante diminution en près de 15 ans. Excluant les prix de l'énergie, l'inflation a augmenté de 2,1 %. A contribué à cette majoration, la hausse des prix des aliments et des cigarettes – compte tenu de la hausse des taxes fédérale et provinciales –, des loyers et des coûts de remplacement du logement. D'autre part, la diminution des coûts liés aux véhicules automobiles et à l'hébergement des voyageurs a atténué l'inflation.

...et le taux d'inflation « de base » descend sous le point médian de la fourchette cible officielle

- Le taux d'inflation « de base », qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, a fléchi, passant de 2,2 % en octobre à 1,7 % en novembre, soit sous le point médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- En décembre, les prix des produits de base avaient glissé de 3,2 % par rapport à novembre. Cette situation est attribuable à la chute des prix de l'énergie et à la tendance à la baisse qui s'est poursuivie relativement aux prix des produits non énergétiques, par rapport au sommet atteint au milieu de 2001. D'une année à l'autre, les prix des produits de base ont perdu 27,0 %.

Prix des produits de base (\$ US)



Prix à la consommation

Novembre 2001

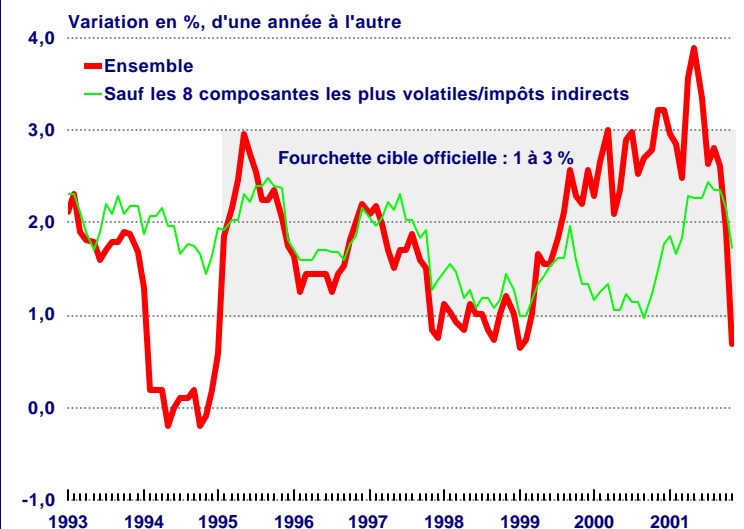
Variation en % depuis

	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	115,8	-0,9	0,7
Alimentation	117,3	0,4	3,9
Logement	112,0	-1,4	0,7
Équipement du ménage	112,7	-0,3	1,8
Habillement et chaussures	105,2	-1,9	-0,2
Transport	126,9	-2,6	-5,3
Santé et soins personnels	114,7	-0,3	1,6
Loisirs, formation et lecture	123,2	-1,0	0,7
Alcool et tabac	111,7	4,6	13,3
Sauf 8 composantes plus volatiles/impôts ind.	117,4	-0,3	1,7
Énergie	119,5	-8,8	-12,5

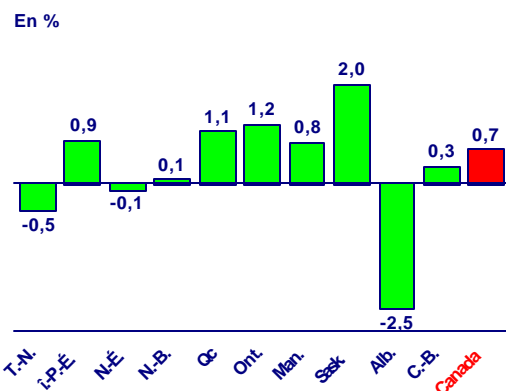
Prix des produits de base (Décembre)

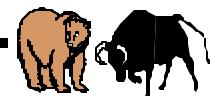
Indice, 1982-1990=100	88,0	-3,2	-27,0
Excluant l'énergie	91,8	-0,9	-11,9
Énergie	80,8	-8,0	-46,5

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Novembre 2001





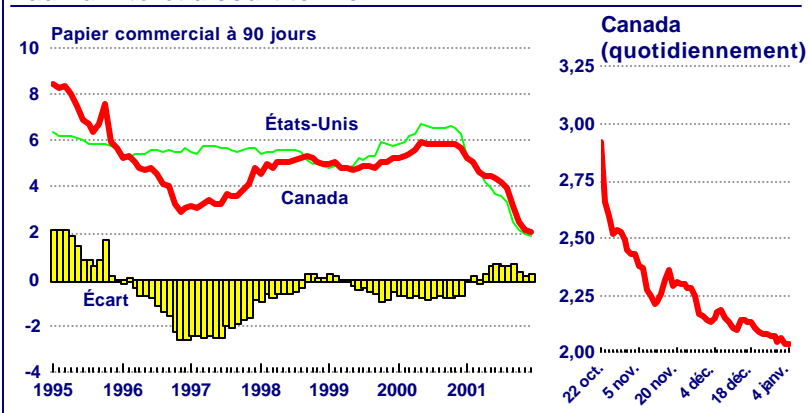
En Amérique du Nord, la politique monétaire est expansionniste

- En décembre, la Réserve fédérale américaine a réduit, pour une onzième fois, son taux directeur, celui-ci passant à 1,75 %. Elle n'a pas écarté la possibilité que d'autres réductions soient appliquées. Le 15 janvier, la Banque du Canada a réduit, encore une fois, de 25 points de base son taux du financement à un jour, celui-ci passant à 2,0 %. Les taux directeurs en Amérique du Nord sont maintenant à leurs niveaux les plus bas en plus de 40 ans.
- Comme les plus récentes données économiques semblent indiquer que le pire est passé, les intervenants sur le marché s'attendent à ce que le cycle d'assouplissement prenne fin bientôt. Toutefois, on s'attend à ce que les banques centrales continuent d'assouplir les conditions monétaires, étant donné que la reprise de l'économie se fait attendre.

Les rendements à long terme se redressent

- La dégringolade des rendements à long terme, amorcée par l'annulation de l'émission d'obligations à 30 ans par le Trésor américain et par la détérioration des perspectives économiques, a pris fin en novembre et décembre. Les investisseurs se sont de nouveau tournés vers les actions pour certains de leurs placements en prévision d'une amélioration de la conjoncture économique et de la fin prochaine du cycle d'assouplissement de la politique monétaire.
- Après avoir atteint un creux de 5,28 % en novembre, les rendements des obligations à long terme du Canada ont oscillé autour de 5,70 % en décembre et ont clôturé à ce taux le 2 janvier. Compte tenu de cette tendance à la stabilisation, les taux hypothécaires à long terme ont peu évolué, se fixant à 6,85 % pour cinq ans.

Taux d'intérêt à court terme

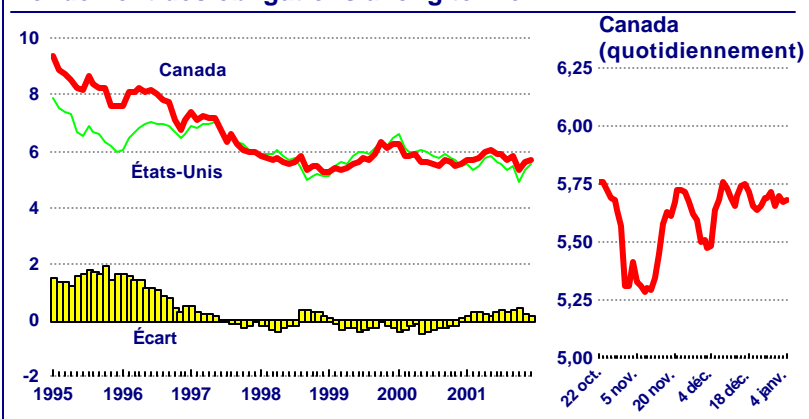


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
2000	5,71	-0,60	5,56	0,11
Juill. 2001	4,22	0,61	5,94	0,36
Août	3,96	0,57	5,67	0,31
Sept.	3,19	0,67	5,86	0,36
Oct.	2,45	0,33	5,31	0,42
Nov.	2,17	0,17	5,59	0,23
Déc.	2,08	0,19	5,69	0,17
2 janv. 2002	2,06	0,18	5,70	0,14

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
2000	6,00	7,50	7,70	7,95
Juill. 2001	4,50	6,00	6,45	7,75
Août	4,25	5,75	6,20	7,60
Sept.	3,75	5,25	5,45	7,15
Oct.	3,00	4,50	4,90	6,90
Nov.	2,50	4,00	4,60	6,85
Déc.	2,50	4,00	4,60	6,85
2 janv. 2002	2,50	4,00	4,60	6,85

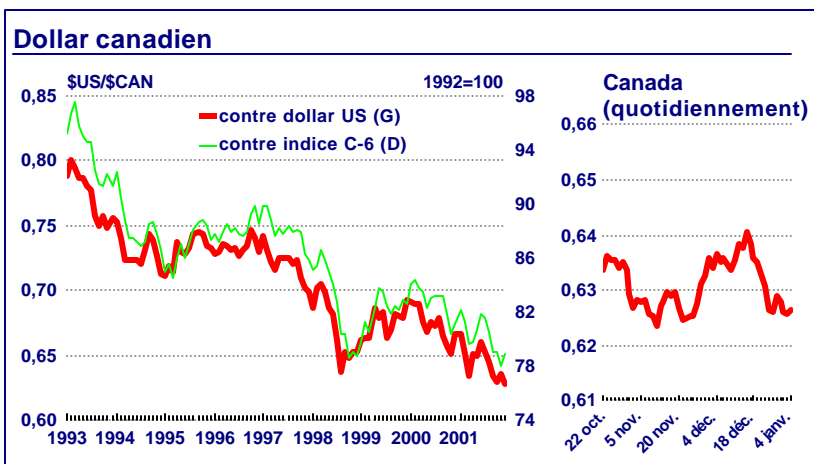


Le dollar canadien se replie dans l'instabilité des marchés...

- Après s'être hissé au-dessus des 64 cents US à la mi-décembre, par rapport au creux inégalé de 62,34 cents US atteint en novembre, le dollar canadien a de nouveau fléchi. La récente volatilité de la devise canadienne est attribuable à l'incertitude entourant les perspectives économiques mondiales et les prix des produits de base, ainsi qu'aux difficultés financières de l'Argentine et à l'arrivée des pièces et des billets d'euro.
- La valeur de notre dollar a perdu 6,5 % en 2001, terminant l'année à 62,8 cents US. Par rapport aux autres grandes devises, le dollar canadien a plus ou moins bien fait, par exemple, il a perdu presque 10 % par rapport au yen japonais, mais il a obtenu des résultats semblables à ceux de l'an dernier par rapport aux autres grandes devises.

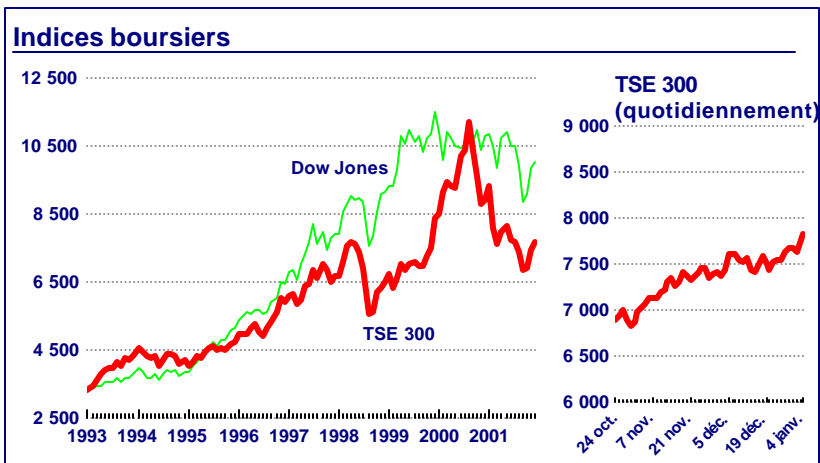
...alors que se poursuit le redressement des marchés de capitaux nord-américains

- Malgré les récents reculs, tous les grands indices boursiers nord-américains se sont fortement ressaisis après avoir atteint des creux en septembre. Ainsi, le TSE 300 et le Dow Jones ont affiché des hausses d'environ 20 % pour se situer à 7 644 points et 9 924 points, respectivement, le 15 janvier. Cette reprise reflète un plus grand optimisme à l'égard des perspectives de l'économie et des bénéfices, jumelé à un nouvel intérêt pour les actions de haute technologie, qui ont subi de graves pertes ces deux dernières années.
- Dans l'ensemble, le TSE 300 a perdu 14 % de sa valeur en 2001, après avoir gagné 6 % en 2000. D'autre part, le Dow Jones a subi deux baisses consécutives, soit 6 % en 2000 et 7 % en 2001.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	EURO c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1999	0,6929	82,67	N/D	69,66
2000	0,6669	81,19	1,365	73,64
Juill. 2001	0,6525	81,51	1,319	81,35
Août	0,6448	80,60	1,390	78,70
Sept.	0,6335	79,01	1,430	75,67
Oct.	0,6294	78,98	1,422	77,29
Nov.	0,6358	78,08	1,414	76,90
Déc.	0,6278	78,95	1,407	80,76
4 janv. 2002	0,6260	78,19	1,420	82,40



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - déc.	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	7 688	3,5	-13,9
<i>Pétrole et gaz</i>	9 099	4,6	6,1
<i>Métaux et minéraux</i>	4 160	3,8	11,0
<i>Services publics</i>	11 938	-1,7	-25,2
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	4 950	5,9	2,5
<i>Entreprises de distribution</i>	6 583	5,2	19,2
<i>Services financiers</i>	10 994	1,9	0,3
<i>Or</i>	5 076	5,3	16,9
S&P 500	1 148,1	0,8	-13,0
Dow Jones	10 022	1,7	-7,1



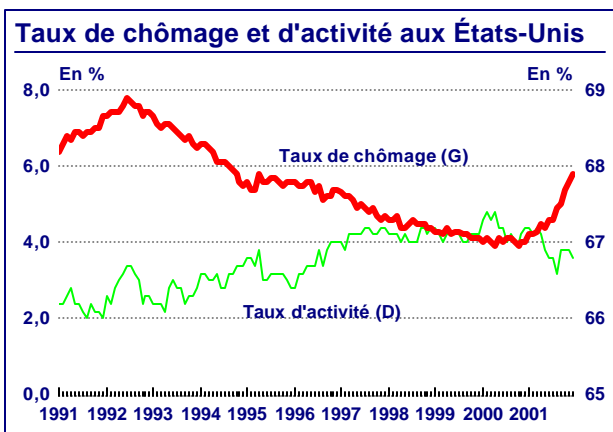
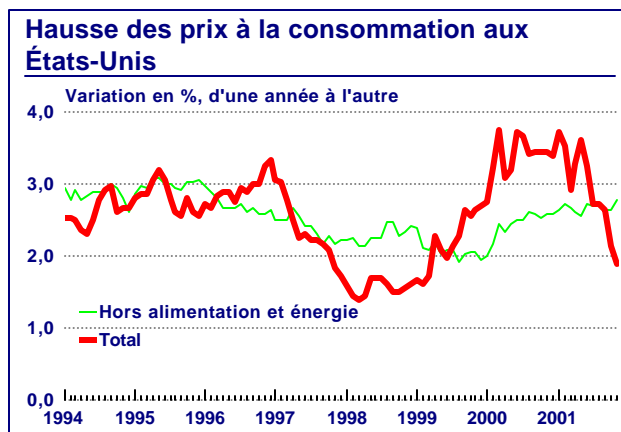
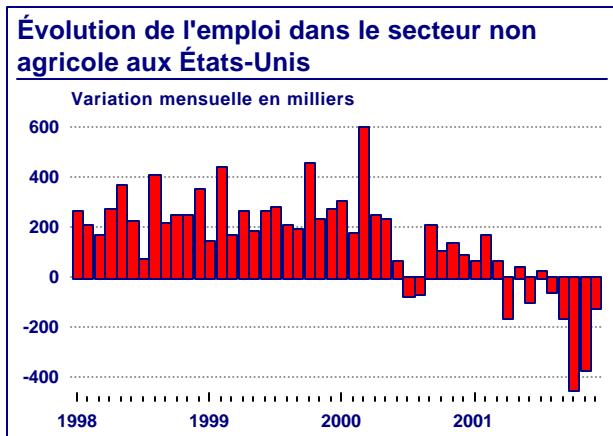
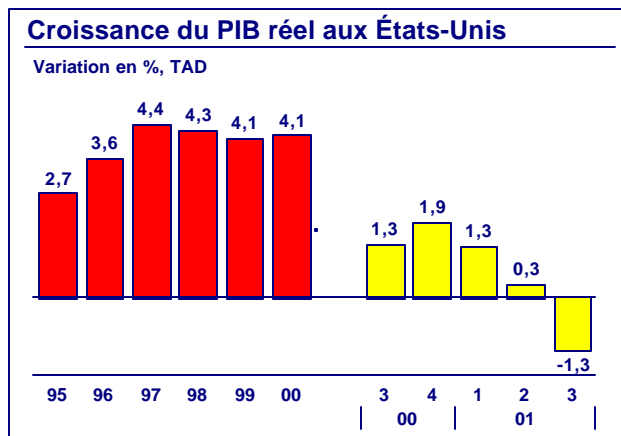
Tendances de l'économie américaine

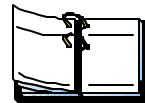
L'affaiblissement de l'économie américaine se poursuit au troisième trimestre...

- Selon les estimations finales, le PIB réel aux États-Unis a diminué de 1,3 % (taux annuel) au troisième trimestre, soit une baisse par rapport aux estimations provisoires (-1,1 %) et aux estimations anticipées (-0,4 %). Cette révision à la baisse par rapport aux estimations anticipées découle du ralentissement des dépenses publiques, des réductions plus prononcées des investissements des entreprises dans les stocks et de la diminution des investissements fixes dans la construction résidentielle. Du même coup, la croissance de la productivité de la main-d'oeuvre non agricole a été révisée à la baisse au troisième trimestre (1,5 %), par opposition à ce qui avait d'abord été prévu (2,7 %).
- Toutefois, il y a de bonnes nouvelles, notamment un regain de confiance des consommateurs en décembre et des signes que le secteur manufacturier est en train de sortir du marasme. L'indice de l'Institute for Supply Management (anciennement le NAPM), qui évalue la conjoncture des industries manufacturières, a grimpé en décembre pour se situer à 48,2, soit le meilleur résultat depuis octobre 2000. Selon que le résultat est supérieur ou inférieur à 50, on parle d'expansion ou de récession. Cette reprise est attribuable, en grande partie, à la forte augmentation des carnets de commandes, qui ont dépassé le seuil de rentabilité pour passer à 54,9 par rapport à 48,8 en novembre, et à la hausse de production de 3,5 points de pourcentage, celle-ci passant de 47,1 % en novembre à 50,6 % en décembre.

...et l'emploi fléchit encore une fois en décembre

- En décembre, le taux de chômage a gagné 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 5,8 %, soit son niveau le plus élevé depuis avril 1995. Le nombre d'emplois non agricoles a baissé par rapport au mois précédent (-124 000), ce qui porte à 1,1 million le nombre total d'emplois perdus au cours des quatre derniers mois. En décembre, d'importantes compressions de personnel ont encore eu lieu dans le secteur manufacturier (-133 000 emplois), le transport aérien (-26 000 emplois) et le commerce de détail (-77 000 emplois). D'autre part, on compte de nouveaux emplois dans les services de santé, l'enseignement privé et l'administration publique.
- En 2001, 2,6 millions de personnes sont allées grossir les rangs des chômeurs, et le taux de chômage a augmenté de 1,8 point de pourcentage. L'année 2001 a été particulièrement difficile pour le secteur manufacturier, qui a supprimé 1,3 million d'emplois, soit environ 7 % de ses effectifs.





CANADA

Commerce international - Novembre	18 janvier
Enquête sur le secteur de la fabrication - Novembre	22 janvier
Indice des prix à la consommation - Décembre	22 janvier
PIB réel par industrie - Novembre	31 janvier
Enquête sur la situation des entreprises - Janvier	1er février
Enquête sur la population active - Janvier	8 février
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 4e trimestre 2001	27 février
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 4e trimestre 2001	28 février
Balance des paiements internationaux - 4e trimestre 2001	28 février
Prochaine annonce concernant le taux d'escompte	5 mars
Taux d'utilisation de la capacité - 4e trimestre 2001	11 mars

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Décembre	16 janvier
Commerce international - Novembre	18 janvier
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	29 et 30 janvier
PIB - 4e trimestre 2001, données anticipées	30 janvier
Situation de l'emploi - Janvier	1er février

Nota : Les IEM de décembre 2001 - janvier 2002 sont fondés sur les données connues au 11 janvier 2002